

LA UNE Les clés du déconfinement

Ce 30 avril 2021, le Président de la République a présenté dans la Presse quotidienne régionale les 4 étapes du déconfinement entre le 3 mai 2021 et le 30 juin. [Cet article](#) en décrit précisément les éléments avec les quatre dates : le **3 mai** pour la levée des restrictions de déplacement et la réouverture des collèges et des lycées, le **19 mai** pour le couvre-feu à 21 h, la réouverture des terrasses et de tous les commerces ainsi que des établissements culturels, le **9 juin** pour la réouverture des salles de sport et des cafés et restaurants en intérieur avec couvre-feu à 23 h et enfin le **30 juin** pour un retour à une vie quasi-normale. La vaccination continue et doit s'amplifier, le "pass sanitaire" s'instaurer (sans être ni obligatoire ni discriminant), les protocoles (distanciation et gestes barrières, jauges, tests...) devant continuer à s'appliquer, tant que nous devons "vivre avec le virus".



EDUCATION

L'école à l'extérieur

L'engouement pour l'école à l'extérieur est une réalité. Depuis un an, [les tribunes](#) se sont multipliées pour inciter les enseignants à sortir dans la nature avec leurs classes. [Pédiatres et médecins](#) ont souligné l'intérêt de ce mouvement pour la santé des enfants, et le ministère de l'Éducation nationale leur a emboîté le pas, en soutenant les initiatives locales qui fleurissent de toutes parts.

Mais derrière ce consensus apparent, il convient de penser à pérenniser cet essor et proposer une réelle réflexion sur l'enseignement dehors, pour que l'engouement ne soit pas un effet de mode mais bien une autre façon d'enseigner.

Articuler les apprentissages

Ce mouvement de l'école en dehors n'est pas né avec la crise sanitaire, [il a une histoire, des principes et des pratiques](#) très divers, avec des objectifs différents. Au niveau international, le courant des [Forest schools](#) et des "outdoor schools" propose une réelle alternative éducative. Ce n'est pas encore, et de loin, le cas en France.

De même, l'éducation au développement durable, portée par le [domaine associatif](#), se retrouve plongée au cœur d'une nouvelle synergie : une rencontre entre les associations d'éducation à l'environnement avec les établissements scolaires pour les accompagnements de projets.

(source : [The Conversation](#), certains articles en lien nécessitent un abonnement pour être lus dans leur intégralité)

L'école dans la nature, l'école du futur ?

Après un troisième confinement, les écoles maternelles et primaires ont rouvert lundi 26 avril 2021, sous surveillance sanitaire. Le contexte a même amené le gouvernement à encourager de faire classe en plein air. L'extérieur, un nouvel horizon pour les apprentissages de nos enfants ? [Écouter l'émission de France Culture \(8 minutes\)](#)

L'éducation au développement durable

Sensibilisés depuis leur tout jeune âge aux conséquences des changements climatiques, les jeunes sont aujourd'hui de plus en plus nombreux à appréhender avec angoisse l'avenir de la planète et à éprouver de l'"écoanxiété". Mais de quoi s'agit-il exactement ? [Marie-Pascale Deegan s'est penchée sur ce phénomène](#) encore méconnu. Un article de source québécoise, mais de portée planétaire, donc y compris française.

Les tests au virus dans les écoles, les collèges et les lycées

Afin de poursuivre la stratégie de tests pour diminuer la circulation du virus et accompagner la rentrée des vacances de printemps, le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports met à disposition des personnels en contact avec des élèves (professeurs, AESH, etc.), gratuitement des autotests antigéniques sur prélèvement nasal. En liens : [Mesures pour les écoles, collèges, lycées et continuité pédagogique](#) ; [Téléchargez le document "Professeurs, personnels, élèves, autotestons-nous"](#) ; [Accès prioritaires à la vaccination pour les enseignants](#) ; [Téléchargez les questions-réponses](#).

Les réactions des associations de parents d'élèves : la FCPE dit [Stop aux effets d'annonces, passez à l'action !](#) ; [la PEEP demande la mobilisation de tous pour une reprise sécurisée](#).

L'UNAF a participé à un point sur la situation sanitaire organisé par le Ministère de l'Éducation Nationale le 22 avril 2021 ([lire le compte-rendu en date du 28 avril](#)).

Les relations parents-écoles

[Une série d'articles](#) sur les relations entre les parents et l'école ont été collectés par Eduveille. Les parents sont à priori les premiers partenaires de l'école, formant avec elle le fondement d'une communauté éducative, mais comment ce partenariat se construit-il ? Quelles sont les difficultés ?

Les associations familiales font le constat suivant : de trop nombreux parents nourrissent des craintes vis-à-vis de l'école et n'osent pas franchir les portes de l'établissement scolaire fréquenté par leur(s) enfant(s). Pourquoi ? : Par peur, méconnaissance, pour des raisons sociales ou culturelles ... Et pourtant, ces familles souhaitent s'investir dans la scolarité de leur(s) enfant(s). Dans ce contexte, les associations familiales mettent en place, depuis de nombreuses années, des actions pour créer plus de liens, pour faire des ponts entre l'ensemble des familles et les établissements scolaires.

La loi du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, prévoit, dans son article 65 "dans tous les établissements d'enseignement, un lieu à l'usage des parents d'élèves et de leurs délégués". Ce sont les Espaces Parents. **Un espace parents** : pourquoi ? sous quelle forme ? qui y participe ? L'Udaf Bas-Rhin vous dit tout ici : [plaquette](#).

Parcoursup

Ils avaient jusqu'au 8 avril 2021 pour valider leurs choix : 931.000 lycéens et étudiants en réorientation ont formulé au moins un vœu d'orientation sur la plateforme Parcoursup. 825.000 vœux pour des formations en apprentissage ont été formulés en 2021. Celles et ceux qui auraient eu l'idée de mentionner dans leur dossier qu'ils avaient suivi cette année une scolarité à 100 % en présentiel n'ont pas été bien inspirés. Cette mention ne sera pas prise en compte pour la sélection, voire sera considérée négativement du fait du caractère jugé déplacé (et discriminatoire) du procédé. Les candidats recevront les premières réponses à partir du 27 mai 2021. Lire [l'article de L'Étudiant](#).

Plan(s) étudiant(s)

Face à la crise sanitaire et économique qui touche plus particulièrement les travailleurs précaires et les étudiants, la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) a décidé de mettre en place une aide exceptionnelle : Précarité FSL Covid-19. [Découvrez si vous êtes éligibles !](#) Pour aider les étudiants, 200 jobs d'une durée d'un mois, financés par la CeA, sont à pourvoir dans les domaines de la solidarité, de l'insertion et de l'éducation à l'environnement. [Lire l'article](#). L'Eurométropole de Strasbourg, qui a compétence sur l'agglomération strasbourgeoise, mobilise de son côté un Fonds Jeunesse avec des mesures spécifiques qui doivent être décidées le 11 mai 2021. Ailleurs dans le Grand Est : la Métropole du Grand Nancy a adopté son Plan Jeunesse le 22 avril 2021 : chèques mobilité, aide à l'obtention du permis, observatoire de la santé, jobs étudiants... [Lire l'article](#).



BUDGET DES FAMILLES

Évaluer le dispositif d'intermédiation financière en matière de pensions alimentaires (ARIPA) – les analyses de l'UNAF

Le [service public des pensions alimentaires](#), désormais effectif avec la création de l'ARIPA (agence de recouvrement des pensions impayées), peut contribuer à la prévention des impayés de pensions et, conjugué aux autres éléments du "parcours séparation" mis en place par la Cnaf, à une meilleure compréhension de l'objet de cette contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant, notamment pour les débiteurs. S'il permet de mieux répartir le coût lié à la charge d'enfants entre les deux parents, il ne saurait pour autant suffire à répondre aux problématiques de niveau de vie liées à la séparation et aux surcoûts qui en découlent. Les [travaux du HCFEA de janvier 2020](#) ont d'ailleurs montré notamment l'importance du coût du logement en cas de séparation.

Quelques chiffres :

- 350 000 séparations de couple chaque année dont la moitié (175 000) avec des enfants mineurs.
- Près d'une famille sur 4 est monoparentale en France et 3 millions d'enfants vivent avec un seul de leurs parents. 1 enfant sur 10 ne voit plus son père.
- Plus d'1/3 des familles monoparentales vivent sous le seuil de pauvreté et plus de 2,8 millions d'enfants sont en situation de pauvreté.
- Entre 900 000 et 1 000 000 de parents bénéficient d'une pension alimentaire et entre 30% et 40% des pensions alimentaires seraient totalement, partiellement ou irrégulièrement impayées.

La mise en place de l'intermédiation financière pour le paiement de la pension alimentaire a permis de passer d'une logique de recouvrement à une logique de prévention des impayés. Malgré cela, on peut constater que la méconnaissance par le grand public des missions de l'ARIPA et les réformes menées n'ont pas connu le retentissement escompté notamment auprès des familles monoparentales : le taux de recours à l'ARIPA est encore trop faible puisque seulement 17 % des familles subissant des incidents ont recours à l'aide au recouvrement proposée par l'ARIPA. Malgré les prérogatives des CAF et MSA pour recouvrer les pensions impayées, le recours à cette procédure est aussi souvent tardif pour des raisons que nous sommes en capacité d'identifier :

- o les parents créanciers peuvent hésiter à demander une aide au recouvrement par crainte des réactions du parent débiteur,
- o les démarches administratives peuvent les dissuader,
- o ou ils redoutent d'ouvrir un conflit avec le parent débiteur.

Pour l'Unaf, il faut mieux articuler les dispositifs de récupération (monétaire) et les dispositifs de remédiation des liens (qui agissent en prévention des ruptures, en apaisement des conflits, en conciliation avec la vie professionnelle). Il faut donner autant d'ambition, en termes de moyens financiers, de personnels affectés, aux seconds (la médiation) qu'aux premiers (le recouvrement). 441 ETP de médiateurs familiaux au niveau national (chiffres 2019, Cnaf), c'est insuffisant. C'est le message qu'a délivré l'Unaf le 14 avril 2021 à la mission parlementaire en charge de l'évaluation de l'ARIPA (rapporteur : Stéphane Viry, député des Vosges).

Lutte contre la pauvreté : l'insertion par l'emploi

Le gouvernement a lancé le 29 avril 2021 [un appel à projets doté de 162 millions d'euros](#) pour favoriser de nouvelles activités visant la création de 30.000 emplois. Pour la ministre déléguée chargée de l'Insertion, l'Alsacienne Brigitte Klinkert, l'objectif de porter les effectifs de l'insertion par l'activité économique à 240.000 fin 2022 reste tenable. 4.000 structures, associatives pour la plupart, relèvent aujourd'hui du champ de l'insertion par l'activité économique (IAE).

UNIS POUR LES FAMILLES



Retrouvez ici les comptes-rendus des auditions de l'Unaf au cours de ce mois d'avril 2021 :

- Audition à l'Assemblée nationale sur la [proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle](#) entre les femmes et les hommes ;
- Audition par la mission d'information du Sénat sur [la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse](#) ;
- Audition sur [le congé parental](#) dans le cadre du Printemps social de l'évaluation.



L'Unaf a lancé le 15 avril 2021 un [sondage auprès des parents de jeunes enfants](#) pour nourrir la mission Heydemann-Damon sur la conciliation lancée par le Secrétaire d'Etat chargé de l'enfance et des familles, Adrien Taquet. Le sondage reste actif jusqu'au 15 mai.

L'Unaf a constitué sa **délégation** de cinq membres au sein du CESE renouvelé, selon la composition du CESE prévue par le décret du 24 mars 2021. En lien, [la composition de cette délégation](#) telle qu'elle a été approuvée par l'Assemblée générale de l'Unaf du 12 avril 2021.

L'Unaf est un interlocuteur quotidien (ou presque) des pouvoirs publics sur la crise sanitaire et ses conséquences pour les familles : [avec le Ministère de l'Education nationale](#), [avec le secrétariat d'Etat chargé de l'enfance et des familles](#), [avec le secrétariat d'Etat chargé de l'économie sociale, solidaire et responsable](#).

Le 7 avril 2021, la délégation de l'Unaf à la Cnaf a voté favorablement les [mesures exceptionnelles](#) financées par la branche pour faire face aux nouvelles mesures sanitaires.

L'Unaf s'est entretenue avec le secrétaire d'Etat à la famille, Adrien Taquet et a insisté pour que l'accueil des enfants dans les centres de loisirs et par des assistantes maternelles puisse se poursuivre. L'Unaf a été sur ce dernier point entendue. [Lire l'article](#).

L'Unaf a également interpellé le ministre sur deux manques importants relevés dans la liste des professionnels jugés indispensables à la gestion de l'épidémie :

- Dans le champ de la protection de l'enfance, les DP (délégués aux prestations familiales) alors que les TISF et services AEMO y figurent, ainsi que les services à domicile auprès des familles vulnérables ;
- Les professionnels de la protection juridique des majeurs, alors que les services des Udaf ont une obligation de continuité auprès des publics vulnérables.

Sur ce dernier point, l'Unaf a fait démarche commune avec l'Interfédération (Unaf, Fnaf et Unapei).

Le gouvernement a lancé le 23 mars 2021 un "Comité des parents contre le harcèlement entre jeunes", auquel l'Unaf est associé. L'objectif : aider les parents à déceler les faits de harcèlement subis ou perpétrés par leur enfant, et trouver des solutions pour sortir de cette violence. Explications avec Marlène Schiappa, Ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, chargée de la Citoyenneté. [Lire l'article dans le magazine Parents](#).

Prenez connaissance de la note d'information du Conseil d'administration de l'Unaf sur [les violences sexuelles sur mineurs](#).

JEUNESSE

Vers une Garantie jeunes universelle

Dans le cadre de la réflexion lancée en début d'année 2021 sur la Garantie jeunes universelle, l'Union nationale des missions locales a présenté ses propositions à la ministre Élisabeth Borne le 20 avril 2021. Elle plaide pour "un dispositif où le jeune est suivi de manière intensive, avec un engagement, une allocation et une durée plus ou moins importante". [Lire l'article](#).

La plateforme 1jeune1solution développe ses applications

Un [simulateur d'aides financières](#) a été ajouté sur la plateforme 1jeune1solution.gouv.fr. La création de cet outil a été annoncée par Jean Castex lors de son déplacement à Angers le 27 avril 2021. Il s'agit de permettre de lutter contre le non-recours aux aides auxquelles peuvent prétendre les jeunes de moins de 30 ans. La plateforme a été également complétée par "1jeune1mentor".

EMPLOI

Service public de l'insertion et de l'emploi

31 nouveaux départements supplémentaires prennent part au service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE), a annoncé le gouvernement dans un communiqué, le 20 avril 2021. Ces territoires, sélectionnés à l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt, ont pour objectif de mieux coordonner les nombreux acteurs de l'insertion sociale et professionnelle. L'ambition est de favoriser "la continuité des étapes jusqu'à la reprise d'activité" des demandeurs d'emploi". Sont pour le moment concernés dans le Grand Est l'Alsace (Haut-Rhin, Bas-Rhin), la Meurthe-et-Moselle, la Marne et les Ardennes. [Le point sur les situations en avril 2021](#).

Plan de relance et de résilience

A l'initiative du plan de relance européen il y a presque un an, la France et l'Allemagne ont tenu à présenter ensemble, le 27 avril 2021, leur [plan national de relance et de résilience](#) (PNRR) qui a été envoyé à la Commission, en même temps que ceux de l'Italie et de l'Espagne. Le plan français est nécessaire à l'obtention des 40 milliards d'euros de subsides européens, représentant 40% du plan de relance national. Mais cet argent n'est pas attendu avant le mois de septembre, et encore, il ne s'agira alors que d'une "avance" de 15 %.

Aide aux associations

Vous êtes une entreprise de l'Économie sociale et solidaire (une association notamment) et vous rencontrez des difficultés liées à la crise. Afin de préserver les emplois de votre structure, vous pouvez bénéficier d'une aide ponctuelle de l'État : Prime de 5000 € (pour les structures de 1 à 3 salariés, Prime de 8000 € (pour les structures de 4 à 10 salariés). Pour en savoir plus, [c'est ici !](#)

Elections régionales et départementales

Les élections départementales et régionales auront bien lieu les 20 et 27 juin 2021. On se souvient que les élections départementales de mars 2015 avaient donné lieu à une double nouveauté: les conseillers généraux ont été rebaptisés "conseillers départementaux" et, surtout, ils ont été élus en se présentant par binômes paritaires dans des cantons redessinés. Ces hommes et ces femmes qui ont été candidats ensemble parviennent au terme de leur premier mandat. À l'approche des élections départementales de juin prochain, quel bilan peut-on tirer de la réforme du binôme ? Pauline Chevalier, doctorante à l'université de Lille, prépare une thèse sur le sujet. [Elle fait part à Localtis de ses premiers constats](#).

A l'approche des élections du mois de juin, les responsables de l'Assemblée des départements de France (ADF) ont tenu le 28 avril 2021 à assurer la promotion de l'institution départementale. Celle qui était menacée de disparition sous le précédent quinquennat s'est montrée agile et efficace durant la crise sanitaire, ont-ils fait valoir. Son grand point fort serait sa proximité avec les citoyens. Pourtant, le projet de loi 4D annoncé par le gouvernement ne prévoit pas de renforcer significativement le département. L'ADF s'en désolé. [Lire l'article](#).



SANTÉ

La santé numérique

Doctolib est une plateforme en ligne, doublée d'une application, permettant de mettre en relation des professionnels de santé et des patients. Lancée en 2013, la start-up française rencontre un fort succès. Aujourd'hui, elle emploie 1 600 personnes et est valorisée à plus d'un milliard d'euros. Le site revendique 70 millions de visites de patients chaque mois ainsi que 140 000 professionnels de santé inscrits. L'entreprise a prospéré pendant la crise sanitaire, notamment grâce au déploiement de la téléconsultation, qui a permis la continuité des soins malgré le confinement. Ainsi, le nombre de téléconsultations a été multiplié par 100. Doctolib gère maintenant également (et parmi d'autres plateformes concurrentes) les prises de rendez-vous dans les différents centres de vaccination répartis sur l'Hexagone (dans un contexte d'urgence, sans être passé par un appel d'offre). Le site Internet Doctolib est ainsi devenu un acteur incontournable de la santé numérique. Un succès fulgurant qui n'est pas sans susciter des craintes. [Lire l'article complet](#), par la Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est (CCA).

Numérique encore

Crise sanitaire oblige, le télétravail s'est fortement développé ces derniers mois. Si le télétravail se généralise tant bien que mal, nombreux sont ceux à rencontrer des problèmes de connexion Internet : coupures, débit trop lent, réseau instable... Les litiges dans les télécoms se multiplient. [Lire l'article complet](#) (CCA).

Psychothérapie

La crise sanitaire a des conséquences non négligeables sur le psychisme. La distanciation physique, l'isolement, la restriction des libertés individuelles, les difficultés dans l'organisation du travail, la perte de revenus... sont sources de stress dans un contexte de peur généralisée de contamination. A cela s'ajoute une situation incertaine où les consignes changent sans arrêt, nous faisant perdre nos repères. Les demandes de rendez-vous en psychothérapie se multiplient. Dans quels cas peut-on (ou pas) être remboursés ? [Lire l'article complet](#) (CCA).

Autres sujets qui devraient vous intéresser sur le site de la CCA : [Un appétit grandissant](#) des Français pour le petit-déjeuner ; Un [ménage de printemps](#) éco-responsable ; [Bisphénol A](#), des alternatives potentiellement dangereuses ; La crise sanitaire aggrave les conditions d'[accès aux droits](#) ; [Le bio résiste à la crise](#) ; AMI, l'[assistant virtuel des impôts](#) ; Des [professionnels du tourisme](#) très conciliants.



PARENTALITÉ

Accouchement difficile pour la PCH parentalité

De nombreux parents ayant demandé la [PCH parentalité](#) attendent toujours le versement de cette prestation. De plus, les conditions d'éligibilité restreignent le nombre de ménages y ayant droit. "Les limites imposées par le décret excluent de fait une large partie des parents en situation de handicap", regrette APF France handicap, en s'appuyant sur les résultats [d'une enquête en ligne](#). Un arrêté, publié au Journal officiel du 17 avril 2021, fixe [un modèle de formulaire de demande](#).

Accueil pour tous

L'[appel à manifestation d'intérêt \(AMI\) Accueil pour tous](#) a été publié le 9 avril 2021. Il vise à soutenir le développement de solutions d'accueil innovantes qui incluent en particulier les familles en situation de pauvreté sur 10 territoires.

EN BREF... MAIS IMPORTANT

Dans [une circulaire](#) datée du 27 avril 2021, le Premier ministre Jean Castex incite les ministres et préfets à **ouvrir données, algorithmes et codes sources**. Un sujet que la crise sanitaire a remis au goût du jour avec la large diffusion grâce à l'open data des données Covid-19, de la vaccination ou encore l'ouverture du code source de l'application TousAntiCovid.

La publication de "[La France et ses territoires](#)" est l'occasion pour l'Insee d'analyser l'impact de la crise et des confinements dans les territoires.

L'extension du [réseau France Services](#), piloté par l'Agence nationale de cohésion des territoires, se poursuit au sein de La Poste qui compte désormais 229 bureaux de poste labellisés sur tout le territoire, portant à 1.304 le nombre total de France Services.

Le conseil d'administration de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie a adopté à l'unanimité un avenant à sa convention d'objectifs et de gestion avec l'État pour préparer sa transformation en une **cinquième branche de la sécurité sociale**. En liens : [le texte de l'avenant 2021 à la COG](#) ; [le communiqué de la CNSA du 26 avril 2021](#).

Le conseil d'administration de la CNSA a par ailleurs approuvé le modèle d'accord tripartite pour **l'habitat partagé**, qui doit être signé entre l'État, la Caisse et les départements volontaires, en vue de la mise en œuvre de la prestation d'aide à la vie partagée. [Lire l'article](#).

C'est un **projet inédit** lancé par sept fédérations sportives (fédérations françaises d'athlétisme, de badminton, de basketball, de boxe, des clubs omnisports, de judo, et de tennis de table) en faveur de l'emploi des jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). L'objectif du dispositif est double: faire de leurs clubs des acteurs de l'inclusion sur les territoires et permettre la remobilisation et l'insertion professionnelle des jeunes grâce au sport. [Lire l'article](#).

Il y a un an, le 4 mars 2020, une première **Nuit de la Solidarité** était organisée à Strasbourg par un collectif de 26 associations. Elle a permis d'identifier un manque de 1000 places d'hébergement à Strasbourg. Cette situation avait amené le collectif à rédiger une [charte de 20 engagements](#) soumis aux candidats-es aux élections municipales de Strasbourg. [Un an après, quelle place pour les personnes en situation de précarité à Strasbourg ?](#)

[Les acteurs du tourisme social et solidaire demandent](#) une date de réouverture précise pour pouvoir organiser les colonies, pour les enfants et familles précaires. Le secteur déjà fragilisé par l'année 2020 demande la reconduction du dispositif "colonies apprenantes", pour cet été.

La nouvelle [Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités](#) (DREETS Grand Est) se présente à vous sur son site, en date du 9 avril 2021.

La nouvelle [Délégation régionale académique à la Jeunesse, à l'engagement et aux sports](#) (DRAJES Grand Est) se présente à vous sur son site, en date du 4 avril 2021.

Le Parlement européen a adopté le 29 avril 2021 [sa position de négociation sur la proposition de certificat visant à renforcer le droit à la liberté de mouvement en Europe](#) durant la pandémie. Les États membres doivent accepter les certificats de vaccination émis dans d'autres États membres pour les personnes ayant un reçu un vaccin autorisé par l'Agence européenne des médicaments (actuellement, Pfizer-BioNTech, Moderna, AstraZeneca et Janssen), affirment les députés. Il reviendra aux États membres de décider s'ils souhaitent également accepter les certificats de vaccination émis dans d'autres États membres pour des vaccins [répertoriés par l'OMS pour une utilisation d'urgence](#).

Le Conseil européen a adopté une décision relative à la conclusion de l'accord de commerce et de coopération entre l'UE et le Royaume-Uni et de l'accord sur la sécurité des informations. Il s'agit pour l'UE de la dernière étape de la ratification des accords. Les deux accords entrent en vigueur le 1^{er} mai 2021.

[Ce qui change au 1^{er} mai 2021](#).

L'Unaf et les Udaf, experts de la réalité de la vie des familles depuis 1945